EL' TCHIOTE PACHE

Le bulletin d'information dématérialisé
de la Section Interrégionale
des Hauts-de-France

N°20 – 14 mars 2022

RESTONS MOBILISÉS, LE COMBAT CONTINUE !

Agissant dans le cadre de l'intersyndicale nationale, **l'UNSA Douanes** boycotte les instances de dialogue social depuis 3 mois maintenant, et se limite à ne siéger qu'en CAP ainsi que pour les commissions d'attribution de la Masse, dans l'intérêt des agents.

Les raisons de notre colère ne manquent pas !

La directrice générale a perdu toute crédibilité pour négocier avec les représentants du personnel en matière de **transferts de nos missions fiscales** à la Direction Générale des Finances Publiques ainsi qu'à la Direction des Affaires Maritimes, avec pour corollaire la **destruction d'au moins 700 emplois** d'ici 2024, alors même qu'**aucun accord social n'a été conclu** pour accompagner les restructurations qui en découlent.

À cela, s'ajoute le **gel du point d'indice depuis 2010** (à l'exception d'une légère augmentation de 0,6% en 2016 et 2017) et le tassement **des grilles indiciaires en catégorie B et C,** du fait de l'augmentation mécanique des traitements proche du SMIC (salaire minimum de croissance) ; ce dernier ayant été revalorisé régulièrement depuis un an, en raison d'une forte inflation (3,6%). Après la crise sanitaire, c'est à présent le conflit en Ukraine qui va pérenniser cette inflation puisque les prix ne cessent de flamber dans certains secteurs (énergie, alimentation, etc.). Ainsi, **la politique salariale imposée par le gouvernement Macron, va conduire à l'établissement du « salaire unique »** si aucunes mesures efficaces ne sont prises rapidement.

Enfin, le **manque de personnel dans beaucoup de services** et les **iniques LDG** (Lignes Directrices de Gestion) viennent compléter ce sombre tableau. En instaurant une gestion opaque des mobilités et des promotions, elles ont très rapidement marqué le retour du fait du prince, contraire au principe d'égalité républicaine et aux garanties que doit offrir une véritable démocratie sociale.

Face à cela, nos dirigeants s'obstinent à faire la sourde oreille. Il faut donc se faire entendre !

L'UNSA Douanes n'a pas eu d'autre choix que de vous **mobiliser, dans le cadre de l'intersyndicale, que ce soit pour des actions locales ou pour la grande mobilisation à Paris, le 10 mars.**

Aussi, dans ce contexte et fiers d'être au combat avec les agents qui se mobilisent, trouverions-nous indécent à leur égard, de rompre le boycott à l'occasion du CTSD des Hauts-de-France, le 14 mars 2022, même si celui-ci traite des effectifs de référence pour cette année ! Nous savons tous pertinemment que la DG a pris soin de verrouiller tous les effectifs dans le cadre d'une enveloppe budgétaire imposée par Bercy.

L'UNSA Douanes refuse donc de cautionner par sa présence cette mascarade de dialogue social.

Le dialogue social pourrait reprendre si la direction générale répond (enfin) favorablement aux attentes des personnels, exprimées via le préavis de grève du 7 février. En attendant, c'est bien elle qui porte la responsabilité de ce blocage.

Le 17 mars 2022, une grande journée de grève et de manifestation est prévue dans la Fonction Publique pour défendre notre pouvoir d'achat.

Après le 10 mars, restons tous mobilisés le 17 mars pour nos salaires !